



COMMUNIQUE FSU DU 26 MARS 2019

Temps de travail des agent-es publics: la FSU demande des comptes !

Suivant l'adage bien connu "*Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage*", le rapport remis par l'Inspection générale des finances à Gérard Darmanin et dévoilé, la veille de la présentation en conseil des ministres du projet de la loi dite de *transformation de la fonction publique*, tombe à pic pour s'attaquer aux agent-es publics. Quelle aubaine que de pouvoir encore une fois les stigmatiser comme détenteurs de prétendus privilèges !

La ficelle est vraiment trop grosse pour être honnête ! Selon ce rapport, sur 1,1 million d'agent-es audité-es dans la fonction publique d'Etat, 190 000 agent-s ne feraient pas 35 heures et ce, sans justification.

Or, le rapport annuel sur l'état de la fonction publique (sources de l'INSEE) souligne à l'inverse que la durée effective de travail des agent-es de l'État est de 1 637h (1 749 pour les temps pleins) portant la durée hebdomadaire entre 39 et plus de 41 heures.

Pour la FSU, si des discussions doivent s'ouvrir sur le temps de travail des agent-es de la Fonction publique, ce ne peut être que sur un diagnostic sérieux et partagé et sur tous les sujets affairant au temps de travail : compensation de contraintes, temps formels ou informels non comptabilisés, heures supplémentaires non payées, organisations des services, conditions de travail, prise en compte des évolutions du travail liées aux besoins des usager-es, amplitudes réelles de service et temps contraints...

Et comment ne pas voir la manœuvre gouvernementale qui consiste à justifier sa prévision de 120000 suppressions d'emplois ! Car selon ce rapport, si on «revenait» aux 35 heures pour ces agent-es de l'État, ajouté à ceux de la fonction publique territoriale qui seraient selon le ministère dans le même cas, cela porterait le nombre à 65 000 suppressions possibles. Comme si une heure pas ci, une heure par là pouvaient s'additionner dans un tout cohérent permettant d'aboutir à un poste de travail réel ! Un rapport qui permet donc au Ministre de l'action et des comptes publics de justifier la moitié des suppressions de postes prévues par le gouvernement !

La FSU, dénonce les manœuvres qui présentent, une fois de plus, la Fonction publique uniquement comme une dépense ou du gaspillage.

La FSU réitère au gouvernement sa demande d'un rapport sur les richesses produites dans notre pays grâce aussi aux plus de 5 millions d'agent-es de la Fonction publique. Et ce par leur travail et leur engagement quotidien dans des conditions souvent bien difficiles tout en étant mal reconnu-es, voire stigmatisé-es et avec des salaires non revalorisés